

Avis de Soutenance

Monsieur Alhassan RADEEF

DROIT



Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Une analyse juridique comparative de la criminalité financière du point de vue du Royaume d'Arabie Saoudite et de la France

dirigés par Monsieur Xavier LATOUR

Soutenance prévue le **mercredi 16 novembre 2022** à 14h30

Lieu : Faculté de Droit et Science politique Avenue Doyen Louis Trotabas 06050 NICE
CEDEX 1

Salle : des thèses

Composition du jury proposé

M. Xavier LATOUR	Université Côte d'Azur	Directeur de thèse
M. JEAN-CHRISTOPHE VIDELIN	Université de Grenoble-Alpes	Rapporteur
M. ABDESSATAR ATI	Université de Jendouba	Examinateur
Mme NICOU FLORENCE	Université Côte d'Azur	Examinatrice
M. Gautier BOURDEAUX	Université Paris Cité	Rapporteur

Mots-clés : MARCHÉ FINANCIER, DROIT FINANCIER, LOI CRIMINELLE, INTERMÉDIAIRES FINANCIERS,

Résumé :

La recherche s'est concentrée sur la lutte contre la criminalité financière, en interrogeant ce qu'est la criminalité financière et la pertinence de sa lutte. Dans ce contexte, l'examen critique des politiques anti-crimes financiers au Royaume part de l'hypothèse qu'initialement, les efforts internationaux pour lutter contre les crimes financiers se sont concentrés principalement sur certaines formes spécifiques. Il s'agit notamment du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, même si tout crime financier est presque certainement à un impact négatif sur les économies concernées. Pour se faire, notre recherche a adopté une approche comparative de la lutte juridique contre les crimes financiers dans l'Arabie Saoudite et la France, avec un accent particulier sur le rôle des intermédiaires financiers dans certaines formes spécifiques de crimes. Pour mener à bien l'analyse tout au long de cette recherche, nous avons présenté la situation de lutte contre le crime économique et de la législation qui les accompagne dans chaque pays dans une perspective à la fois historique et juridique, en fournissant si nécessaire une critique de leur efficacité. Afin d'explorer comment les stratégies de criminalité économique de l'Arabie Saoudite pourraient être améliorées, notre recherche a adopté une approche comparative analysant les réponses politiques et législatives à la criminalité économique en France sur quatre chapitres distincts. Les chapitres traitent du cadre théorique pour les marchés financiers, où nous aborderons dans la première partie la définition et les rôles des marchés financiers, leurs origines et ses différentes phases de développement, aussi bien en France qu'en Arabie Saoudite. Elle portera également sur une catégorie particulière d'acteurs sur ces marchés : les intermédiaires financiers. La seconde partie de ce chapitre nous allons examiner la question suivante: Quels sont les crimes et délits des intermédiaires? La finance et ses sanctions dans le système saoudien? Quelles sont les points de convergences et de divergences

dans la qualification des crimes et leurs sanctions entre le législateur saoudien et français pour limiter les crimes et délits sur le marché financier ?